



Sylvain ROBERT
Maire de Lens
Président de la Communauté
d'Agglomération de Lens-Liévin

**Vie de la Cité-Accès aux Services Publics
et Ressources Internes**

**Direction de la Sécurité et de la
Tranquillité Publique et Concertation**

Affaire traitée par Mme DE LAERE

Adjoint Administratif Principal 2^{ème} classe

Arrêté n° 2026 - 1685

NOMENCLATURE : 6-4

ARRETE AUTORISANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE PARVIS DE L'HOTEL DE VILLE A LENS, A L'OCCASION D'UNE MANIFESTATION.

Le Maire de la Ville de Lens,
Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-
Liévin

Vu les dispositions des articles L.2212-1, L.2212-2,
L.2213-1 et L.2213-1-1 du Code Général des Collectivités
Territoriales,

Vu l'article R417-10 du Code de la Route,

Vu l'article R644-2 du Code Pénal,

Vu l'article R116-2 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté préfectoral relatif aux bruits,

Vu l'arrêté n° 2026-631 du 31 mars 2026 portant
délégations à des adjoints au maire,

Considérant qu'à l'occasion du « VILLAGE SANTE
2026 » il est indispensable de réglementer la circulation,
l'accès et le stationnement des véhicules, parvis de
l'Hôtel de Ville, place Jean Jaurès à Lens, pour permettre
l'installation de chalets, de tentes, véhicules aménagés
et d'un bus.

ARRETE

Du mardi 29 septembre 2026 à 6 heures au vendredi 2 octobre 2026 à minuit et selon
l'avancement de la manifestation les dispositions suivantes seront applicables à Lens, parvis de
l'Hôtel de Ville, à l'occasion de l'organisation du « VILLAGE SANTE 2026 » :

ARTICLE 1^{er} : **Du mardi 29 septembre à 6h00 au vendredi 2 octobre 2026 à minuit**, la ville de
Lens autorise, l'association « AGIR POUR LE CŒUR DES FEMMES », à installer sur le parvis de
l'Hôtel de Ville et le mail piétonnier, des chalets et les dispositifs suivants :

- 5 tentes de 3mX3m et 2 tentes de 6mX3m pour des dépistages divers, ces tentes devront être
lestées et retirées en cas de grand vent et à l'issue de l'événement. Le mobilier urbain ne devra
pas être utilisé pour la fixation de ces dernières,
- 1 maison médicale mobile de 6,5mX2,30m,
- 1 maison des exploration mobiles de 6,60mX2,10m,
- 1 bus du cœur de 12,00mX2,50m,
- 1 frottis truck de 5,4mX2,00m.

A ces endroits le stationnement de tout autre véhicule sera strictement interdit.

ARTICLE 2 : Pour permettre la circulation des véhicules de transport de fonds ainsi que des véhicules de secours, un passage de 4m50 devra impérativement être respecté sur l'axe rouge situé place Jean Jaurès (partie comprise entre la rue de Metz et le Parvis de l'Hôtel de Ville) et rester libre d'accès. A cet endroit, le stationnement et la circulation de tout autre véhicule sera interdit.

ARTICLE 3 : La vitesse des véhicules sera limitée à 20 km/heure aux abords de l'installation du dispositif.

ARTICLE 4 : Les automobilistes stationnés sur l'emplacement réservé pour le Village Santé, seront considérés en stationnement gênant et verront leur véhicule mis en fourrière, conformément à l'article L.325-1 du code de la route.

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire, l'affichage et les barrières seront mis en place par les Services Techniques Municipaux conformément à la 8^{ème} partie du Livre 1 de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 132 de cette instruction.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la ville de Lens : www.villedelens.fr (Rubrique Actes Administratifs).

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

Il peut également faire l'objet d'un recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant sa réponse. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général Adjoint des Services de la Mairie, le Commissaire Central de Police, et le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le **14 SEP. 2026**



Pour le Maire,

L'adjoint délégué

Jean-Pierre HANON